

Qu'attendent les chefs et cheffes d'entreprise du pays de Vannes de la présidentielle ?



Publié par **Carole Crayou** le 28 mars 2022 à 14h00



Patrice Lomenech, Vincent Thomas, Patrick Piquet et **Vanessa Bohé** attendent notamment une baisse des charges à la suite de l'élection présidentielle. (Carole Crayou)

Emploi, formation des jeunes, charges moins lourdes... Qu'attendent les chefs et cheffes d'entreprise du pays de Vannes de la présidentielle ? Nous avons posé la question à quatre d'entre eux.

Vincent Thomas, gérant de la société de publicité et de communication Noctampub. « En 25 ans d'exercice, à Vannes, on a eu beaucoup de promesses mais pas de choses concrètes. On parle de cadeaux aux entreprises mais il n'y en a pas. Une exonération est faite sur une chose et est reprise ailleurs. Et les charges restent très élevées. Pour moi, la première préoccupation, c'est l'emploi. J'attends qu'on facilite l'embauche. C'est très lourd au niveau administratif. Et cette lourdeur freine aussi certains projets dont on se détourne parce qu'on va à l'essentiel. Et je trouve que la covid a creusé le fossé entre l'administratif et l'entreprise. Je touche du bois, on a passé la crise relativement bien mais on a bien vu le retard pris du côté de l'État. Là, j'avais besoin d'un passeport, et même pour des raisons professionnelles, on a des délais de trois quatre, cinq mois, pour obtenir des papiers ».

Vanessa Bohé, coach professionnelle en entreprise, à son compte. « C'est difficile aujourd'hui d'entreprendre en France. Les charges en termes d'imposition sont énormes et l'administratif est lourd. Il y a une grande dichotomie entre les grandes entreprises qui font sortir leurs capitaux et ont très peu d'impôts, qui sont à 8 % quand nous, on est à 40-50 %. Je trouve qu'il y a une vraie injustice et que la vie publique se partage. J'attends du concret et un alignement entre les besoins des entrepreneurs et les décisions prises à Bruxelles, qui relèvent souvent du lobbyisme. Il faudrait aussi redonner confiance. Il y a une défiance envers la classe politique, qui se déverse sur les patrons. J'accompagne des entreprises qui ont du mal à stabiliser les équipes. Le politique doit redonner de la confiance, en être le garant. Il doit permettre le développement de l'entreprise et de la petite entreprise, parce que c'est le territoire qui fait la force d'un pays ».

Patrice Lomenech, 57 ans, chef d'une entreprise de peinture. « Je suis à la tête de cette entreprise depuis presque 25 ans, j'ai 18 salariés et je suis installé à Plescop. Si je devais m'adresser au futur président, je lui demanderais de diminuer les charges. Je paie 1 500 euros un peintre, en gros, je donne 1 500 au peintre et 1 500 euros à l'État. Si on baissait les charges même de 30 %, je pourrais, en gros, donner 2 000 euros à mon salarié et 1 000 euros à l'État. J'aimerais qu'on augmente les salaires du bâtiment et qu'on allège l'administratif pour améliorer l'emploi ».

Patrick Piquet, agent général d'assurances pour le groupe Alliance. « Je suis installé à Vannes depuis 1990, donc plus de 30 ans, et j'ai cinq salariés. J'attends surtout une simplification des démarches administratives. On voit bien qu'aujourd'hui, on a comme un mille-feuille avec des strates qui s'empilent, on ne sait plus à qui s'adresser et les délais de réponse sont très longs. J'attends aussi une meilleure formation et une meilleure motivation des jeunes. Il faut leur expliquer ce qu'est vraiment l'entreprise. Je souhaiterais aussi des responsables politiques nationaux plus proches du terrain. On sent qu'il y a de l'éloignement et cela crée de la frustration. J'attends aussi, dans un monde où l'immédiateté et le tout tout de suite sont devenus prédominants, que les politiques insufflent un retour à la convivialité, à l'échange ».

Le Télégramme